



25 octobre 2013

# **Motion de soutien aux salarié·e·s du groupe Lagardère Active (HFA, DHP, Groupe Psychologies, Lagardère Publicité).**

Les syndicats CGT et SNJ du Groupe Marie Claire tiennent à manifester leur solidarité avec les salarié·e·s du groupe Lagardère Active, confronté·e·s au projet de réorganisation présenté par Denis Olivennes, le jeudi 17 octobre. Ce plan concerne **la vente de dix titres de presse magazine** et réorganise l'activité du groupe autour de marques au « *fort potentiel de croissance sur le numérique* ».

Plutôt que de présenter de nouvelles stratégies porteuses d'avenir, la direction engage **un plan de licenciements qui toucherait 570 personnes**, employé·e·s, cadres, journalistes. Pas moins de 370 journalistes sont concerné·e·s : les risques d'aller grossir encore les effectifs des demandeurs d'emploi sont bien réels.

Aucune justification sérieuse n'est venue étayer le projet de réorganisation du groupe Lagardère Active.

Notre démarche de solidarité est d'autant plus naturelle que **Lagardère détient 42 % de l'actionnariat du Groupe Marie Claire** mais aussi que nous vivons, quasiment point par point, une situation analogue :

- ▶ « **il faut faire des économies !** », partout et toujours plus : nos conditions de travail s'en trouvent dégradées, quand elles ne sont pas aggravées par un management à tâtons, qui brusque plus les choses qu'il n'apaise les tensions accumulées ;
- ▶ « **il faut réduire la masse salariale !** », à tout prix, fût-ce au détriment de la qualité de notre travail. Le low cost devient la règle ;
- ▶ « **le numérique sera notre salut !** » mais les investissements, en formation et en développement de projets sont loin, très loin d'être à la hauteur des ambitions proclamées et semblent parfois même les démentir, selon nous.

Ah, si, il y a bien une différence entre les deux manières de procéder... À Levallois, la « *thérapie de choc* » (et tant pis si le malade meurt guéri) ; à Issy, la « *technique du salami* », par tranches fines, presque en continu – il y a eu sept comités d'entreprise consacrés à des suppressions de poste en douze mois ! – **les licenciements économiques goutte à goutte**, pour que ça ne se voit pas (trop), le charme discret de « l'évasion sociale » comme d'autres pratiquent l'évasion fiscale.

À coups de licenciements, de cessions et de compressions en tout genre, le patronat, dans la presse et ailleurs, fait du personnel un banal « solde comptable », au seul motif de la sacro-sainte rentabilité. Mais c'est nous, le personnel ! Femmes et hommes aux compétences multiples, pour la plupart fort·e·s d'une longue expérience professionnelle au sein d'une même entreprise, les titres, c'est nous, pas une ligne de bilan ! Avec les représentant·e·s du personnel impliqué·e·s dans ces luttes, nous réaffirmons que d'autres choix sont possibles, pas seulement « *parce qu'on le vaut bien* » !

**Refusons cette logique de casse de la presse !**

**NON AU PROJET PRÉSENTÉ PAR DENIS OLIVENNES !**

**NON AUX VENTES ET FERMETURES DE TITRES !**

**NON AUX LICENCIEMENTS !**

**NON AUX DÉPARTS "VOLONTAIRES" QUI N'EN SONT PAS !**



25 octobre 2013

## AU NIVEAU EUROPÉEN

**La FEJ (Fédération Européenne des Journalistes) apporte son soutien aux salariés du groupe de médias international Lagardère et à leurs syndicats en lutte contre le plan de suppression de 570 emplois dans le cadre de la mise en vente programmée de dix titres (et de leur fermeture éventuelle en cas d'échec de la vente).**

Face à cette saignée à blanc, les syndicats français (dont les trois organisations membres de la FEJ : SNJ, SNJ-CGT, CFDT) ont lancé un mot d'ordre de grève reconductible contre ce projet de la direction de Lagardère Active (branche media du groupe), annoncé jeudi 17 octobre, devant les élus du personnel.

Le but de cette vaste restructuration est de prétendument « gonfler de 6 à 9% les bénéfices », de sauvegarder la rentabilité des actions d'un groupe dont les principaux actionnaires sont des fonds d'investissement et notamment le fonds souverain du Qatar (le premier d'entre eux). Le groupe Lagardère est le troisième éditeur mondial de livres, présent également dans la production télévisuelle, les chaînes de radio et de télévision, la distribution dans les aéroports et les gares, et dans le divertissement (sport et spectacles).

La volonté des dirigeants est, en matière de presse écrite, de tout miser sur l'édition Internet, sans réelle vision économique à long terme, ni le moindre investissement sérieux pour un passage au tout-numérique. Cette stratégie aveugle menace l'existence même de la presse écrite.

Hormis Lagardère, la presse écrite nationale comme régionale en France subit, ces derniers mois, de multiples plans de restructuration (Ouest France, Courrier International, etc.). «La destruction des titres et des emplois motivés par des considérations purement financières est un coup de poignard porté à la presse et aux journalistes en France. Une atteinte à la démocratie», a indiqué le secrétaire général de la FEJ, Ricardo Gutiérrez.

Chez Lagardère 570 emplois sont ciblés, notamment 354 journalistes dont 214 pigistes réguliers. Les titres concernés sont : Le Journal de la Maison, Mon Jardin & ma Maison, Campagne Décoration, Be, Psychologies, Maisons & Travaux, Auto Moto, Union, ainsi que Paris Première et Pariscope, deux titres dont le groupe ne conserverait que les éditions Internet.

Le texte est sur le site de la FEJ : <http://europe.ifj.org/fr>

<http://europe.ifj.org/fr/articles/groupe-lagardere-la-fej-solidaire-des-journalistes-en-lutte-2>

---

La Fédération Européenne des Journalistes (FEJ) est une organisation régionale de la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ). Elle a été créée dans le cadre des Statuts de la FIJ afin de représenter les intérêts des syndicats des journalistes et de leurs membres. La FEJ est l'organisation rassemblant le plus grand nombre de journalistes en Europe et représente environ 260.000 journalistes dans plus de 30 pays.